

La motivation à se faire vacciner se maintient vaile que vaile

Mise à mal en mars avec des mesures sanitaires fluctuantes et des couacs de la vaccination, l'intention de se faire vacciner reste stable. Mais elle se tasse au sud du pays.



Reuters



Par [Anne-Sophie Leurquin](#)

Journaliste au service Société Le 31/03/2021 à 19:02

Nous sortons d'un mois de mars pour le moins chaotique en matière de mesures

sanitaires. » C'est le liminaire et euphémique constat des experts du groupe Psychologie et corona dans leur dernier baromètre de la motivation des Belges, auquel *Le Soir* et Sud Presse ont eu accès en exclusivité. Et de rappeler la volte-face du Codeco qui autorisait le 5 mars un élargissement de la bulle extérieure et offrait des perspectives pour l'ouverture de l'horeca et de la culture, avant d'instaurer dix jours plus tard des mesures plus restrictives au vu des mauvais chiffres de l'épidémie. Sans oublier les aléas et couacs administratifs de

la campagne de vaccination donnant lieu à des centres de vaccination vides au début du mois, suivis d'une période d'incertitude concernant de rares effets secondaires du vaccin d'AstraZeneca.

En quoi cette période de turbulences a-t-elle affecté la motivation des Belges à se faire vacciner ? Le rapport interuniversitaire (UGent, ULB et UCLouvain) s'est attaché à en déterminer les effets en sondant les participants en trois « vagues » successives tout au long du mois de mars (du 1 au 10, du 11 au 20 et du 21 au 30). Recrutées en partie grâce aux sites et aux réseaux sociaux du *Soir* et de Sud Presse, quelque 16.500 personnes (dont 55 % de francophones) ont répondu au questionnaire des experts du comportement humain. Un record de participation inégalé depuis le lancement en décembre de ce baromètre côté francophone.

Les répondants étaient en majorité des répondantes (63 %), avec un niveau d'éducation plutôt élevé (30 % de master, 36 % de bachelier et 34 % diplômés du secondaire). L'échantillon a donc été pondéré en fonction de la province, de l'âge, du sexe et du niveau d'éducation, pour mieux correspondre avec la population belge dans son ensemble.

Des opposants de moins en moins nombreux

Premier constat : il se dégage malgré tout une impression de stabilité dans l'intention vaccinale. En mars, 68 % des Belges se déclarent prêts à se faire vacciner (51 % sans hésiter et 17 % probablement), alors qu'ils étaient 69 % en février et 70 % en janvier. « Nous avons enregistré un certain tassement dans la deuxième période de mars (65 %), qui correspond à "l'après-AstraZeneca", mais il a été suivi d'une remontée. Cet épisode n'a donc affecté l'adhésion qu'à la marge », décrypte le psychologue Olivier Luminet (UCLouvain).

Autre fait notable : la proportion de personnes opposées à la vaccination est la plus basse depuis le lancement du baromètre sur l'intention vaccinale en décembre. Le rapport constate en outre que le fait d'avoir été infecté par le covid est associé à une moindre intention de se faire vacciner – ce qui, selon les experts, devrait pousser les autorités à davantage communiquer vis-à-vis de ces anciens malades, avérés ou non.

Si la part des antivax est au plus bas, quels que soient l'âge ou le niveau d'éducation, « on note toutefois une différence du degré de motivation envers les vaccins selon les âges, le niveau d'éducation et la communauté linguistique », poursuit le psychologue. « Comme lors de nos précédents sondages, on constate que la tranche d'âge intermédiaire est la moins encline à se faire vacciner (64 %). Les plus jeunes (18-35 ans) et les aînés (56+) sont les plus motivés, avec respectivement 68 % et 77 % d'enthousiastes. On remarque également que la motivation augmente avec le niveau de scolarité, avec un écart de 12 % selon le niveau de diplôme. Les autorités doivent ici aussi faire un effort pour s'adresser aussi aux personnes dont le niveau de scolarité est moins élevé. »

Des disparités Nord-Sud qui vont grandissant

Relativement stable jusque-là au niveau national, l'intention de se faire vacciner avait commencé à se différencier des deux côtés de la frontière linguistique en février. L'écart continue de se creuser au sud du pays, avec 10 % de motivation moindre que la Flandre qui caracole à 73 %. Les experts lient ce tassement côté francophone au niveau de confiance envers les autorités politiques qui est également plus marqué en Wallonie et à Bruxelles, comme le révélait un récent sondage Ipsos/*Le Soir*.

« C'est peut-être aussi un effet du documentaire *Ceci n'est pas un complot* sorti le 12 février, qui a davantage touché les francophones », avance le psychologue Olivier Klein (ULB). L'adhésion aux théories du complot est toutefois minoritaire et stable, poursuit le rapport qui a évalué le succès relatif de plusieurs d'entre elles, comme la collusion présumée entre les firmes pharmaceutiques et les politiques pour vendre des vaccins qui ne seraient pas sûrs ou efficaces. « Il y a une relative stabilité en mars avec 25 % de gens qui se disent d'accord avec cette affirmation. Par contre, à la fin du mois, l'épisode AstraZeneca a pu jouer, avec la part d'indécis qui augmente (18 %) tandis que le pourcentage de désaccord diminue (il passe de 63 % à 57 %) », analyse l'expert du comportement qui a corédigé le rapport. Autre théorie conspirationniste qui recueille un succès grandissant : l'opportunité de la crise sanitaire qui permettrait aux politiques de surveiller la population. Le soutien dont elle bénéficie augmente fin mars (il passe de 35 % à 40 % fin mars, avec ici aussi une diminution du rejet). « Il est possible que cela s'explique par les révélations faites par *Le Soir* sur un projet de la Smals pour "profilier" les Belges », estime Olivier Klein.

Un effet sur les théories du complot

[Anne-Sophie Leurquin](#)

L'adhésion à différentes théories du complot a été mesurée, comme la collusion présumée entre les firmes pharmaceutiques et les politiques pour vendre des vaccins qui ne seraient pas sûrs ou efficaces. « Il y a une relative stabilité en mars avec 25 % de gens qui se disent d'accord avec cette affirmation. Par contre, à la fin du mois, l'épisode AstraZeneca a pu jouer, avec la part d'indécis qui augmente (18 %) tandis que le pourcentage de désaccord diminue (il passe de 63 % à 57 %) », analyse Olivier Klein. Autre théorie conspirationniste qui recueille un succès grandissant : l'opportunité de la crise sanitaire qui permettrait aux politiques de surveiller la population. Le soutien dont elle bénéficie augmente fin mars (il passe de 35 % à 40 % fin mars, avec ici aussi une diminution du rejet).